

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 30 avril 2020

Résumé :

L'interprofession des producteurs de **fruits rouges** demande un assouplissement des restrictions de déplacement des travailleurs agricoles dès le début de la phase préparatoire au déconfinement, c'est-à-dire dès le 4 mai.

Prix d'achat et demande des consommateurs toujours en hausse pour le **citron** espagnol.

Le confinement et l'arrivée de températures plus élevées boostent la demande et les prix de la **pastèque**.

La filière viticole canarienne tire le signal d'alarme (fermeture de 30% des caves, perte de la moitié des prochaines vendanges).

Sous l'effet de baisse des ventes de vins depuis le début de l'état d'alerte, la production de **liège** ralentit.

Les éleveurs continuent de demander une extension des aides européennes au stockage privé pour les **cochons de lait** (« cohinillo ») et le **porc ibérique**.

L'ICEX (équivalent espagnol de « Business France ») accompagnera les entreprises agroalimentaires au second semestre 2020 et début 2021 pour **relancer l'export**.

Le leader de la grande distribution espagnole, **Mercadona**, maintient tous ses plans d'ouvertures et d'investissements prévus pour 2020, malgré la hausse des coûts d'exploitation associée à la mise en place des mesures de protection sanitaire.

Reprise de la pêche à la **palourde** et des prix en Galice, après des semaines d'interruption.

La situation reste critique en revanche pour les **criées catalanes**, dont l'activité a chuté de 65%.

Assouplissement ciblé des restrictions de déplacement pour faciliter la **relève des équipages** espagnols et fluidifier le transport maritime.

Les Açores versent des **aides régionales exceptionnelles** aux pêcheurs de l'archipel.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Assouplissement ciblé des restrictions de déplacement pour faciliter la relève des équipages et fluidifier le transport maritime. Une ordonnance du ministère en charge des transports publiée le 28 avril (TMA/374/2020) permet de lever partiellement les restrictions de déplacement des marins (sur le territoire national et pour la traversée des frontières), afin de faciliter le remplacement des équipages des navires de pêche et de marchandises, et ainsi respecter les normes internationales en matière de temps de travail et de bien-être des travailleurs. Des indications ont été données par le ministère de l'Intérieur aux autorités en charge des contrôles pour qu'elles prennent en compte ce changement. Le ministère des Transports indique également qu'il cherche à favoriser une coopération européenne et internationale sur ce point, afin de maximiser l'impact de la mesure.

Filières agricoles

• Citrons

Prix d'achat et demande des consommateurs toujours en hausse pour le citron espagnol. Le citron est l'un des agrumes dont le prix a connu une forte hausse tout au long de la période de confinement. Le Verna se paie entre 65 et 80 centimes le kg selon le ministère régional de l'agriculture de la région de Valence. Ce chiffre n'est supérieur que de cinq centimes à celui enregistré la semaine précédente, mais si on le compare à la même semaine de l'année dernière - où il s'échangeait entre 30 et 40 centimes - son prix a doublé. Selon l'analyse de la consommation des ménages, du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (MAPA), correspondant à la semaine 16 de cette année, (du 13 au 19 avril), la consommation de produits alimentaires a augmenté de 50,6 %, par rapport à la même semaine l'année dernière, avec une croissance supérieure des fruits et légumes, tant frais (+66,1 %) que transformés (+70,5 %).

- **Pastèques**

Reprise significative de la demande de pastèques au cours de la semaine dernière. Selon l'Association des organisations de producteurs de fruits et légumes d'Almeria (Coexphal), après un début de campagne de printemps morose, on observe depuis la semaine dernière une reprise significative de la demande et des prix, tant en Espagne qu'en Europe. Deux facteurs ont tiré la consommation de pastèques à la hausse : d'une part l'arrivée de températures plus élevées que celles des semaines antérieures ; d'autre part le confinement, qui a augmenté la consommation dans les foyers espagnols et dans ceux d'une bonne partie du continent européen.

- **Vins**

30% des caves des Îles Canaries pourraient fermer, et 50% de pertes sont à prévoir pour la prochaine récolte. Selon l'Association des vignerons et des viticulteurs des Canaries (Avibo), 30% des 200 caves d'embouteillage des Canaries risqueraient la faillite. Cette situation est liée à la fermeture du canal de la restauration hors domicile – synonyme d'une baisse de vente de l'ordre de -95% –, ainsi qu'aux nombreux retards de paiements des clients. Ces difficultés concerneront évidemment également les viticulteurs, dans la mesure où ces caves locales ne seront plus à même d'absorber leur production. La perte de récolte de raisin pourrait aller jusqu'à 50% du total, estimé pour cette année à 20 millions de kg.

Une association de viticulteurs et de caves de la Rioja propose de réduire au maximum les rendements des vendanges 2020 pour limiter la casse. *Bodegas Familiares de Rioja*, par décision de son assemblée générale, propose en effet de réduire au maximum autorisé dans le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée Rioja (DOCa) la production de raisins et de vin, avec des rendements de 85% pour les vendanges et 66% pour la vinification.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Nouvelles réactions au plan de déconfinement en 4 phases, annoncé le 28 avril par Pedro Sánchez (cf. veille du 29 avril) :

- Pour l'Association professionnelle des fabricants et distributeurs espagnols (Aecoc), les mesures annoncées n'apportent pas suffisamment de certitudes, en particulier en matière de réouverture des commerces non exclusivement alimentaires. Elle déplore le maintien d'une "insécurité juridique" pour les employés, et demande, comme d'autres organisations professionnelles avant elle (interprofession hôtelière et association des patrons de la grande distribution notamment), une prorogation des mesures de chômage partiel au-delà de la phase 3 (fin prévue le 25 juin au plus tôt), des mesures pour alléger la pression des loyers, et un abandon du critère de taille de surface commerciale pour autoriser la réouverture.
- La Fédération espagnole des entreprises de distribution à l'hôtellerie-restauration (Fedishoreca) rejoint les avis exprimés par d'autres représentants de la profession, en indiquant que la limitation à 30% de capacité d'occupation des terrasses ne permettra pas de compenser les coûts fixes, et qu'un grand nombre d'établissements ne pourront donc pas rouvrir dès la phase "préparatoire" (ou phase 0) qui débute le 4 mai. Son porte-parole ajoute qu'il aurait été plus opportun de fixer directement la limite à 50%, afin de garantir une rentabilité minimale aux établissements, qu'il juge tout à fait capables de garantir la sécurité des personnels et des clients avec ce pourcentage rehaussé.
- "Confusion" du côté de la Fédération royale espagnole de chasse, qui attend avec impatience les détails du décret, mais qui considère qu'une reprise encadrée de l'activité de chasse aurait pu être envisagée dès la phase préparatoire au lieu de la phase intermédiaire (ou phase 2, débutant le 26 mai au plus tôt, hors îles). Elle souligne le peu de risque de contagion que la pratique de la chasse implique, en comparaison avec d'autres activités pourtant déjà autorisées ou en passe de l'être (courses alimentaires, sortie avec les enfants ou pour une pratique sportive, récupération de commandes au restaurant, etc.), et regrette un "manque de connaissance" des réalités de cette activité de la part des pouvoirs publics.

Les éleveurs continuent de demander une extension des aides européennes au stockage privé pour les cochons de lait et le porc ibérique. Le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) rejoint les revendications déjà formulées par d'autres représentations professionnelles afin de demander l'extension des aides communautaires au stockage privé au cochon de lait et au porc ibérique, ainsi qu'à certains morceaux en production ovine/caprine qui auraient également été "oubliés" (jarrets, côtes, colliers, etc.). Il demande également à ce que ces aides soient rétroactives, avec prise d'effet dès l'annonce de l'état d'alerte mi-mars, en alignement là encore avec les revendications syndicales formulées ces derniers jours.

Plan d'action de l'Institut espagnol du commerce extérieur (ICEX) pour relancer les exportations agroalimentaires. L'ICEX, équivalent espagnol de « Business France », propose un plan de soutien aux entreprises agroalimentaires pour les accompagner durant le second semestre 2020 et le premier semestre 2021. Préparé en étroite collaboration avec les professionnels et les organismes régulateurs des AOC, il vise à proposer à court terme des formations en ligne et à organiser la mise en relation à distance des producteurs avec des importateurs étrangers potentiellement intéressés (en particulier pour l'hôtellerie-restauration). A moyen-long terme, lorsque les restrictions de déplacement seront levées et le redémarrage de l'activité enclenché, l'ICEX se mettra à disposition des professionnels pour les épauler, et souhaite également développer une large campagne de promotion des produits espagnols à l'international, sous la bannière "*Spain food nation*". La reprise des exportations agroalimentaires espagnoles est un enjeu stratégique majeur, car son excédent important (plus de 12 Md€ en 2019) permet d'atténuer le déficit global de la balance commerciale du pays.

Le Gouvernement catalan rachètera lui-aussi les surstocks de produits agricoles des petits producteurs. 4 M€ ont été débloqués par l'administration catalane pour racheter les surstocks de produits périssables aux petits producteurs, qui ont vu disparaître leurs principaux canaux de distribution en raison du confinement. Les produits seront redistribués aux banques alimentaires locales. Une mesure similaire a été annoncée par le Gouvernement des Baléares en début de semaine.

Distribution

Les associés d'Euromadi ont vu leurs ventes augmenter de +35% pendant l'état d'alerte. La centrale explique qu'il s'agit « d'une augmentation bien supérieure à la moyenne », qui leur a permis d'accroître sensiblement leurs parts de marchés. Selon elle, le canal de proximité est celui qui aurait le plus tiré parti de l'augmentation de la consommation due au confinement. Ces données sont confirmées par les observations nationales du ministère de l'Agriculture. Elle a par ailleurs elle aussi repéré, à son échelle, une baisse du nombre moyen de visite mais une augmentation du ticket moyen. Les produits frais, surgelés et de marque distributeur ont été les trois principaux moteurs de cette augmentation.

Mercadona maintiendra tous ses plans d'ouvertures et d'investissements prévus pour 2020. Les perturbations actuellement rencontrées par Mercadona, notamment la hausse des coûts d'exploitation associée à la mise en place des mesures de protection et les difficultés de gestion de ses services de vente en ligne (forcés à l'arrêt temporaire à Valence et Barcelone car surchargés), ne l'ont pas empêcher de maintenir son plan d'expansion et de rénovation, qui prévoit pour 2020 l'ouverture de 69 supermarchés en Espagne (situés principalement au Pays basque et à Madrid), de dix autres centres au Portugal, et la rénovation de 160 établissements pour les adapter à son nouveau modèle.

Makro maintiendra son dispositif de chômage technique (ERTE) jusqu'en septembre au plus tard. Le deuxième plan de chômage technique de Makro sera en vigueur jusqu'au 30 septembre au plus tard, au lieu du 31 décembre comme prévu initialement. Les conditions approuvées prévoient également de compléter l'allocation de chômage du SEPE (Service national de l'emploi) jusqu'à un 85 % du salaire fixe au moins. Makro a d'abord annoncé qu'elle allait invoquer la "force majeure", mais ce sont finalement les "raisons organisationnelles" qui ont été retenues comme motif (dans la mesure où Makro, en tant que commerce alimentaire, peut techniquement continuer une partie de son activité, notamment en tentant d'ouvrir ses rayons aux particuliers). Le premier plan de chômage partiel a pris fin le 20 avril dernier.

Cuisiniers et monde rural unissent leurs forces pour valoriser la chaîne alimentaire. L'Alliance rurale espagnole et la Fédération des cuisiniers et pâtisseries d'Espagne (Facyre) s'associent dans un projet de collaboration visant à mettre en relation les producteurs avec les chefs et cuisiniers d'Espagne. L'objectif : ajouter de la valeur aux produits, dans une période de crise sanitaire qui met en péril la survie du secteur gastronomique et des exploitations agricoles qui avaient concentré leur production sur ce marché.

Le commerce de détail espagnol subit sa plus forte baisse jamais enregistrée. La facture que laissera le confinement commence à apparaître dans les statistiques. Ce mercredi, l'Institut national de statistiques (INE) a publié les pires données sur le commerce de détail depuis deux décennies, avec un effondrement en mars de -15,3 %. Et cela avec seulement deux semaines de confinement et une forte hausse des dépenses alimentaires, ce qui a empêché un effondrement plus important. Les autres secteurs ont connu une baisse de 20 à 50 %. Ce crash donne une idée de ce à quoi les mois d'avril et mai pourront ressembler. Sur la base de ses données sur les achats par carte, la banque BBVA conclut que la consommation a chuté de moitié depuis le 14 mars.

Dia et Lidl vendront des masques à prix coûtant. La chaîne de supermarchés Dia met en vente des masques depuis le 29 avril à prix coûtant sur son site web. Grâce à son service de vente en ligne, des masques seront disponibles dans plus de 500 villes espagnoles. Les consommateurs pourront acheter les masques par boîtes de 50 unités pour 30 € TTC (0,60 € l'unité), correspondant au prix qu'elle paie à ses fournisseurs. L'enseigne a limité sa vente à une boîte par commande "en ligne" afin de toucher le plus grand nombre de personnes possible. Quant à Lidl, l'enseigne renforce son offre de produits avec la vente de masques de protection jetables à usage unique dans ses supermarchés. Concrètement, la société met en vente un paquet de 50 unités au prix de 29,99 € (0,60 € l'unité).

Les premiers paquets sont en vente à partir de cette semaine à Barcelone et à Madrid. Lidl intégrera progressivement ce nouvel article dans le reste de ses 600 établissements sur le marché national.

Les supermarchés Sanchez Romero et Lidl promeuvent la vente de fleurs. Sanchez Romero et Lidl ont lancé une campagne de vente de fleurs à l'occasion de la célébration de la fête des mères dimanche prochain, le 3 mai. Les fleurs sont l'un des produits agricoles les plus touchés par la crise sanitaire, en raison de la fermeture des centres de distribution et de la suspension des célébrations et des fêtes de la haute saison. L'association des producteurs et exportateurs de fruits, légumes, fleurs et plantes d'Andalousie (Asociafruit) souligne que dans certains pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark, elles sont considérées depuis le début du confinement comme des produits de première nécessité, réduisant ainsi grandement l'impact sur les producteurs.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

L'interprofession des producteurs de fruits rouges demande un assouplissement des restrictions de déplacement des travailleurs agricoles dès le début de la phase "préparatoire" (phase 0). Interfresa a sollicité le Gouvernement central afin que soit relevée, dès le 4 mai, la limite d'occupation maximale des véhicules à "au moins 50%" (au lieu de la limite actuelle d'1/3) pour limiter la pénurie chez les loueurs de voitures et camionnettes, et fluidifier l'activité. Elle assure que les mesures mises en place dans les exploitations depuis le début de la crise permettront de garantir la sécurité des travailleurs, même avec ce seuil rehaussé.

Accord patronat-syndicats sur un nouveau protocole de sécurité dans les industries agroalimentaires. La Fédération espagnole des industries de l'alimentation et de la boisson (FIAB) et les syndicats (UGT, CC.OO) ont co-construit un protocole de bonnes pratiques pour la protection des travailleurs du secteur. Il précise les précautions à prendre en matière d'entrée et de sortie des salariés, de modalités d'accès à des prestataires externes, de nettoyage des postes de travail, d'hygiène personnelle, de gestion des espaces communs, d'organisation des équipes et de gestion des suspicions de cas de Covid-19, entre autres.

Actions de solidarité - aide alimentaire

Près de 1 800 familles de Cordoue bénéficient de l'aide sociale et plus de 12 900 personnes reçoivent de la nourriture. L'adjointe au Maire aux Services sociaux de la ville de Cordoue, Eva Timoteo (Cs), et l'adjointe au maire à la Solidarité et des personnes âgées, Eva Contador (PP), ont annoncé ce mercredi que les aides familiales d'urgence et économiques ont déjà été traitées pour près de 1 800 familles, tandis que plus de 12 900 personnes ont reçu de la nourriture de la plateforme créée en collaboration avec la Banque alimentaire et d'autres entités sociales.

Le Centre de Convention International de Barcelone et l'ONG du chef José Andrés serviront 5 000 repas quotidiens aux personnes vulnérables. Le Centre de Convention International de Barcelone (CCIB), géré par le groupe français GL events, et l'ONG World Central Kitchen (WCK) du chef José Andrés, serviront 5 000 repas par jour aux groupes vulnérables de la région de Barcelone touchés par la crise du Covid-19. Le CCIB a rouvert la semaine dernière ses 3 300 mètres carrés de cuisines et a commencé mercredi à distribuer les premiers repas par le biais de la Banque alimentaire. Une initiative similaire de WCK est déjà en place à Séville.

SPAR fait don de plus de 100 tonnes de nourriture et de produits essentiels. La centrale de supermarchés SPAR a fait don de plus de 100 tonnes de nourriture et de produits de première nécessité à des organisations qui soutiennent les personnes menacées d'exclusion sociale en Espagne pour lutter contre les effets du coronavirus Covid-19, a déclaré la société dans un communiqué.

Secteur Forêt-bois

En Catalogne, les entreprises mises en pause pendant la crise attendent avec impatience la reprise. A l'annonce de l'état d'alerte, un grand nombre d'entreprises du secteur indiquent qu'elles ont dû cesser leur activité, faute de certitude sur le caractère "essentiel" (et donc autorisé) de leur activité d'abord, et surtout faute de demande suffisante, une majeure partie des débouchés étant momentanément bloqués (suspension des chantiers, fermeture des enseignes de bricolage, etc.). Bien que 80% du bois scié soit destiné à l'industrie de l'emballage, l'administration catalane indique que le recentrage des opérateurs réguliers sur les circuits courts a réduit la demande en palettes et autres emballages. Depuis Pâques, l'activité a repris dans les industries de transformation, mais avec un quota de bois à l'entrée. Si l'impact économique est certain, son ampleur ne pourra en revanche être évaluée que dans quelques semaines, en fonction du rythme de reprise.

Même ralentissement du côté du chêne liège, sous l'effet de la baisse des ventes de vins enregistrées depuis le début de l'état d'alerte. Ça n'est donc que quand ces dernières repartiront que la filière liège pourra retrouver peu à peu ses cadences antérieures (d'autant que la saison 2020 s'annonce propice en matière de volumes d'écorce prélevables).

Pêche maritime et aquaculture

Reprise de la pêche à la palourde et des prix en Galice, après des semaines d'interruption suite à la crise du Covid-19. Après des semaines d'arrêt, la pêche à la palourde (principalement de l'espèce japonaise) a repris le 30 avril dans le plus grande estuaire de Galice, dans la province de Pontevedra. Au total, plus de 400 bateaux ont participé à cette journée de pêche limitée à des captures de 8 kg par bateau, vendues, selon les spécialistes, à de bons prix (10 €/kg en moyenne).

L'activité des criées catalanes en recul de 65% depuis le début de la crise sanitaire. Selon le Département régional catalan des pêches, les criées catalanes ont affiché depuis le déclenchement de l'état d'alerte, le 14 mars dernier, une chute de presque 2/3 de leur chiffre d'affaires (soit 6,2 M€ en valeur) par rapport à la moyenne sur la même période des 3 dernières années. C'est pourquoi, le gouvernement régional a lancé une campagne pour relancer la consommation locale de ces produits.

Les supermarchés catalans Caprabo mettent en avant les moules pour soutenir les producteurs. Fortement impactés par la chute de consommation de fruits de mers et la disparition du tourisme, les producteurs de moules du delta de l'Ebre pourront compter sur 50% de commercialisation supplémentaires dans tous les établissements Caprabo.

Publication au Bulletin officiel de l'arrêté ministériel établissant la documentation nécessaire pour assurer le déplacement des pêcheurs et la relève des flottes. Le Ministère espagnol des Transports a publié le 29 avril l'arrêté établissant la documentation obligatoire (certificat professionnel et contrat de travail) permettant d'accréditer l'activité des flottes et d'assurer un bon fonctionnement des déplacements des relèves des flottes à l'intérieur du territoire national.

Publication imminente du décret ministériel pour l'application des mesures communautaires de gestion la ressource en Méditerranée. Le dernier avis favorable requis, celui du Conseil d'Etat, a été obtenu il y a quelques jours. La Secrétaire générale des pêches a donc informé les Communautés autonomes et organisations professionnelles concernées (pourtout méditerranéen) de la publication imminente de cet arrêté. Il traduira les mesures votées l'an dernier à l'échelle communautaire, et visant à préserver les ressources actuellement surexploitées. Les jours de pêche et quotas par espèce pour le chalutage seront fixés chaque mois de décembre par le conseil des ministres européen, avec application l'année suivante, entre 2020 et 2025. Ces autorisations ne seront par ailleurs pas les mêmes pour la pêche côtière et pour la pêche profonde. Des fermetures spatio-temporelles seront également mises en place pour faciliter la régénération, sur la base des rapports du Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP). Communautés autonomes et organisations professionnelles se sont toutefois révélées inquiètes, dans la mesure où l'application trop rapide de ces limitations pourrait venir renforcer une situation déjà complexe en raison du Covid-19 (dont les quotas, fixés en amont, ne tiennent par ailleurs pas compte).

PORTUGAL

Filières agricoles

- **Viande bovine**

La viande *Maronesa* enregistre une baisse de 95% de ses ventes. Avec la fermeture de la plupart des débouchés (dont le principal était la restauration), les ventes de viande *Maronesa* (race bovine autochtone) ont baissé d'environ 95%. Pour faire face à la crise, l'Association des éleveurs de la race *Maronesa* a rejoint la plateforme « *Nourrissez ceux qui vous nourrissent* ». Certains des animaux abattus sont consommés par les éleveurs eux-mêmes et d'autres sont vendus directement par l'association. Elle a récemment sollicité les municipalités pour venir en aide au secteur sous la forme d'une subvention par veau abattu.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

150 000 petites exploitations et aucune n'a eu recours à la ligne de crédit du Covid-19. Des plus de 150 000 exploitations qui emploient 600 000 employés, aucune n'a eu recours à la ligne de crédit Covid-19. La Confédération nationale de l'agriculture (CNA) signale que les principaux débouchés pour les produits issus de l'agriculture familiale (la restauration puis les marchés de plein air) se sont fermés, et qu'actuellement un excès d'offre se fait sentir sur certains secteurs (fruits et légumes, viande, fleurs). Ces producteurs ne s'inscrivent pas aux lignes de crédit car ils n'ont pas l'envergure pour le faire ou ne veulent pas s'endetter davantage. JA ce stade, seulement 68 candidatures ont été reçues, pour un montant total de 31 M EUR.

Distribution

Mise en place de mesures dans l'usine d'emballage de viande du groupe Sonae (supermarchés Continente) pour éviter la propagation de Covid-19. Un délégué à la santé et des représentants la protection civile municipale sont désormais présents sur le site de l'usine qui prépare et emballe la viande pour les supermarchés du groupe Sonae, à Santarém (au bord du Tage) pour superviser le processus de production et le respect des règles sanitaires, compte tenu de nombreux cas d'infection du Covid-19 relevés sur le site (plus d'une trentaine de travailleurs infectés ou symptomatiques et près d'une centaine en quarantaine). En lien avec les autorités sanitaires, les responsables ont mis en œuvre un plan d'urgence afin de protéger les employés et les clients.

Le Syndicat des travailleurs du commerce, des bureaux et des services du Portugal (CESP) demande des mesures à la Direction Générale de la Santé pour la protection des travailleurs et des clients de la distribution. Le Syndicat des travailleurs du commerce, des bureaux et des services du Portugal (CESP) a envoyé une lettre à Direction Générale de la Santé pour réclamer des mesures de protection pour les travailleurs dans les chaînes de distribution. Selon le CESP, les travailleurs n'ont pas de formation adéquate ni de protection individuelle et encourent le risque d'être contaminés et de transmettre le virus, notamment en manipulant les emballages et les produits mis en vente. Certaines entreprises ont distribué des masques en papier, impossibles à utiliser pour les travailleurs en raison de l'effort requis pour accomplir leurs tâches professionnelles, et n'ont pas distribué de gants ou de masques aux manipulateurs dans la logistique et le transport, d'après le CESP.

L'entreprise Nobre (charcuterie) renforce son équipe de production. Au cours des dernières semaines, Nobre a augmenté ses effectifs dédiés à la production de viande de près de 15 %, afin d'assurer le fonctionnement normal de l'entreprise et de répondre aux commandes des clients. L'entreprise a adopté des mesures pour assurer la sécurité des travailleurs et soumet le nouveau personnel à des examens médicaux, une mesure qui s'étend aux collaborateurs externes, notamment les formateurs. Une équipe médicale est présente sur le site de production quotidiennement pour contrôler le respect des mesures sanitaires imposées.

Le syndicat du secteur de la distribution réclame des mesures supplémentaires pour la protection des travailleurs et des clients de supermarchés. Le syndicat des Employés du Commerce et Services du Portugal réclame des mesures urgentes pour protéger les employés et consommateurs dans les super et hypermarchés. La situation préoccupe les employés. Certains continuent à travailler sans protection individuelle.

L'APCC défend la réouverture des centres commerciaux. L'Association portugaises des Centres commerciaux, APCC, demande la réouverture des magasins des centres commerciaux au même titre que les restaurants et coiffeurs. Elle assure que les règles seront respectés telles que la sécurité, l'hygiène personnelle et la distance sociale. L'association rappelle que les centres commerciaux sont restés ouverts pendant l'état d'urgence pour les biens de premières nécessités.

Pêche maritime et aquaculture

650 pêcheurs des Açores reçoivent des aides régionales exceptionnelles de Fundopesca. Les aides provenant de ce fonds régional de compensation salariale pour les professionnels de la pêche, qui a été activé le 23 avril, représentent un montant global de plus de 210 000 €. C'est la deuxième fois que Fundopesca est activée en raison de la baisse des revenus du secteur causée par la pandémie de Covid-19.